



FRANCE

« Ce n'est pas une affiche qui va nous aider »

Les dispositifs proposés aux enseignants pour évoquer la laïcité peinent à convaincre

Permettre à Milhan et Aliyah de rire des mêmes histoires, c'est ça la laïcité», «Permettre à Sacha et Neissa d'être dans le même bain, c'est ça la laïcité». Ces slogans, fin août, ont fait bondir une partie de la communauté éducative, lors de l'annonce d'une campagne d'affichage de l'éducation nationale pour mettre en valeur les «effets concrets, incontestables et partagés» de la laïcité.

Sur les images, des enfants et adolescents de diverses origines sourient, partageant un livre ou posant côte à côte à la piscine. Une «réassignation» des individus qui les enferme dans leur couleur de peau, leur prénom et donc leur religion supposée, s'insurge alors l'association Vigie de la laïcité, issue de l'ancien Observatoire de la laïcité. Très commentée sur les réseaux sociaux, cette campagne a été déployée «dans toutes les écoles et tous les établissements scolaires», assure le ministère, et doit servir de «support» à des discussions «tout au long de l'année».

Quatre mois plus tard, dans les établissements, nul ne semble se souvenir de ce que sont devenues ces affiches. «Elles sont sans doute placardées quelque part...», hésite une proviseure de lycée de la région de Lyon, qui ne souhaite pas donner son nom. D'autres disent n'en avoir «jamais entendu parler». «Quand un élève dépasse les bornes, ce n'est pas une affiche qui va nous aider», tranche ainsi Pierre Fournier, le principal d'une cité scolaire de Béziers (Hérault), qui se dit «très confronté aux problèmes de laïcité».

«Articulation pédagogique»

Cette campagne vient rejoindre d'autres matériels éducatifs et dispositifs proposés aux établissements. Après les attentats de 2015, puis l'assassinat de l'enseignant d'histoire Samuel Paty, le 16 octobre 2020, le ministère de l'éducation nationale a «durci» son discours sur la laïcité, notion devenue plus présente en classe depuis les années 2000.

Une charte de la laïcité, voulue par Vincent Peillon, ministre de l'éducation entre 2012 et 2014, est affichée dans les classes. En mai 2018, Jean-Michel Blanquer avait annoncé la distribution, dans toutes les écoles et établissements scolaires, d'un vademecum sur la laïcité. Il a désormais rejoint deux recueils de textes dans un «guide républicain»

envoyé en septembre 2021 à tous les établissements.

Des équipes «valeurs de la République» ont également été formées dans chaque académie pour venir en appui des enseignants. Des «carrés régaliens» ont vu le jour dans les rectorats à l'automne – ils regroupent les personnes ressources sur quatre «axes stratégiques» que sont la radicalisation, les valeurs de la République, le harcèlement et la violence. Enfin, une formation de tous les personnels à la laïcité a été lancée avec l'objectif de former 250 000 fonctionnaires par an, pour couvrir le million de personnels de l'éducation nationale en quatre ans.

Toutes ces initiatives font dire aux intéressés que «l'éducation nationale est inquiète», selon une proviseure de lycée de la région lyonnaise. «La question des valeurs de la République et du res-

pect de la laïcité est un sujet dont l'institution fait la promotion, en nous encourageant beaucoup à faire remonter les incidents», assure-t-elle. Mais, en pratique, dans quelle mesure ces divers outils sont-ils utiles et comment sont-ils accueillis ?

Pour les chefs d'établissement que nous avons interrogés, les «relais» au sein des rectorats sont effectivement «précieux», mais ils ne datent pas de la création des «carrés régaliens». «On appelle cela comme on veut, l'important c'est que mon inspecteur d'académie réponde quand je l'appelle et que je peux toujours compter sur lui en cas de pépin», tranche Pierre Fournier. Une articulation entre l'établissement, la famille et l'institution, qui dépend aussi de la relation de travail entre les personnes, insiste-t-il, en assurant que «la plupart des situations se dégonflent en parlant avec la famille».

Les campagnes d'affichage, les vademecum et autres guides républicains en laissent plus d'un dubitatifs. «Je n'ai pas besoin qu'on me dise ce que j'ai à faire, indique Yann Massina, proviseur du lycée Marceau à Chartres et syndiqué au SGEN-CFDT. Par exemple, je sais que des parents veulent me parler d'un menu sans porc au prochain conseil de classe et je connais ma réponse : c'est non. L'alternative existe déjà dans ma cantine.» M. Massina, vingt-huit ans de direction d'établissement au compteur, bénéficie-t-il d'une assurance que des proviseurs plus jeunes n'auraient pas ? «J'ai des collègues qui prennent leur premier poste et gèrent parfaitement ce genre de choses, assure Pierre Fournier. Ce n'est





pas une question d'expérience, mais de bon sens et d'articulation pédagogique. »

« Imposer » une vision spécifique

De ce fait, les « outils » prennent parfois la poussière. « *Le ministère continue à envoyer des choses qui dorment dans le bureau du proviseur ou au CDI, s'agace Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT, sans que l'on se demande quel temps sera accordé aux enseignants pour s'en approprier le contenu.* » Elle cite en exemple la journée de commémoration, en novembre 2020, lorsque les élèves ont repris la classe pour la première fois après l'assassinat de Samuel Paty. Un moment d'échange entre personnels avait un temps été prévu, avant d'être finalement écarté. Une occasion manquée, pour la syndicaliste, de faire réfléchir les enseignants sur la meilleure manière de parler des « *questions vives* ».

Une professeure de français qui enseignait à l'époque à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) et qui souhaite rester anonyme se souvient de cette journée. « *J'ai récupéré les élèves après une enseignante débutante, qui leur avait récité ce qu'on lui avait dit de dire parce qu'elle n'était pas à l'aise, assure-t-elle. Ça a été une catastrophe. Evidemment qu'on ne peut pas faire la même séquence selon les élèves que l'on a devant soi...* » Pour elle, la volonté de « *donner des ressources* » revient ainsi à vouloir « *imposer* » une vision spécifique, qui empêche les enseignants de s'adresser librement à un auditoire qu'ils connaissent – en les enfermant dans une posture qui n'est pas toujours la leur. « *A Aubervilliers, ça ne marche pas!*, prévient-elle. *On est obligés de prendre en compte les élèves, d'entendre ce qui les choque et les fait réagir.* »

Les enseignants s'accordent en effet à dire que ce qui « *part des élèves* » a tendance à fonctionner. A l'inverse, tout ce qui « *vient*

d'en haut » risque de heurter un mur. Il en va de même pour les formations à la laïcité, qui démarrent ces jours-ci. Plusieurs syndicalistes du SNES-FSU, qui se sont portés volontaires pour y assister, rapportent des contenus « *très descendants* », qui limitent le « *temps d'échange possible* » entre enseignants.

« *Il y avait dès le départ un problème de définition*, rapporte Tristan Cordella-Génin, responsable du SNES-FSU dans l'académie de Nancy-Metz. *Pour commencer, c'est quoi les valeurs de la République? On nous a surtout parlé d'identifier et de signaler les incidents, de repérer des "signaux faibles"... Pas vraiment de réfléchir sur ce qu'est la laïcité elle-même.* »

« Ne rien imposer »

Le rapport qui préconisait ce plan de formation, remis en juin par l'ancien inspecteur général Jean-Pierre Obin à Jean-Michel Blanquer, faisait état d'une « *confusion intellectuelle* » chez les personnels de l'éducation nationale sur cette notion. De nombreux enseignants témoignent régulièrement de leur « *malaise* » lorsque les questions de croyances surviennent en classe.

Certains professeurs, même expérimentés, disent ainsi accueillir positivement ces dispositifs, que d'autres rejettent. « *A chaque fois qu'un enseignant est formé, il gagne un peu en assurance* », insiste Bertrand Melki, un directeur d'école de Nanterre qui a plusieurs fois « *pris le relais* » dans des classes, car les enseignants n'étaient « *pas à l'aise* » pour recadrer les élèves après tel ou tel incident.

« *Les ressources du ministère, ça ne fait pas tout, mais c'est un plus* », plaide également Emmanuel Mathiot, enseignant d'histoire et membre de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie qui vient de créer un prix Samuel Paty en hommage au professeur assassiné.

« *Ce qui importe, c'est de ne rien imposer* », dit-il. Certains enseignants, en tout cas, confient déjà leur intention de « *sécher* » la formation prévue à la laïcité. ■

VIOLAINE MORIN

**LES PROFESSEURS DISENT
 QUE CE QUI « PART DES
 ÉLÈVES » FONCTIONNE.
 À L'INVERSE, TOUT
 CE QUI « VIENT D'EN
 HAUT » RISQUE DE
 HEURTER UN MUR
 « LES RESSOURCES
 DU MINISTÈRE,
 ÇA NE FAIT PAS TOUT,
 MAIS C'EST UN PLUS »**

EMMANUEL MATHIOT
 enseignant d'histoire

